

LE P'TIT NOIR



Bulletin du forum anarchiste

numéro 1

octobre 2008

<http://forum.anarchiste.free.fr>

Table des matières :

Edito :

Les échanges de septembre 08 ont été particulièrement fournis sur le forum anarchiste qui compte en cette fin de mois 140 membres appartenant ou non à une organisation .

Le forum tâche d'appliquer les principes de la démocratie directe et chaque décision est soumise à un vote que chacun des membres est en droit de proposer quand il l'estime nécessaire. Cette façon de faire a d'ailleurs fait l'objet d'un débat à part entière puisque certains sont partisans du fonctionnement à l'unanimité comme cela se pratique au niveau fédérale de la fédération anarchiste et d'autres le sont du vote majoritaire.

Les discussions concernant la période allant de 1945 à 1968 du mouvement anarchiste français ont alimenté la section « histoire de l'anarchisme » avec notamment celle sur l'orientation controversée de l'Organisation Pensée Bataille animée par Georges Fontenis dès le début des années 50. C'est la manifestation qui se voulait unitaire contre la visite du Pape en France et la bataille contre le fichage « edvige » qui ont alimenté les débats sur les luttes menées durant ce mois de Septembre.

L'actualité avec la crise financière majeure qui a balayé les états unis et par ricochet le reste du monde a vu se dessiner différentes positions quant

à l'état de santé du capitalisme mondial et les perspectives que les anarchistes devaient apporter.

Il a été également question de la violence dans les manifestations et notamment des incidents qui ont eu lieu le 5 Avril dernier à Paris.

Beaucoup de contributions donc avec déjà près de 10.000 messages pour le forum anarchiste qui dans sa nouvelle version en est qu'à seulement moins de 4 mois d'existence.

Ajoutons à cela les sections « détente » et « arts » agrémentées de nombreuses séquences vidéo et voilà un espace de discussion où les sympathisants anarchistes et libertaires mais aussi des membres de la CNT-f, de la CNT-ait, de la F.A ; de la CGA, D'alternative Libertaire, des groupes et collectifs Non Fides , GAB, CAam ont pu développer idées et débats d'une grande richesse.

Quelques extraits sont rapportés dans ce numéro 1 du « P'tit Noir » "

-Lettre de Amadeu Casellas page 2

-Jugez moi sur les actes par Roro page 3

-Un texte de Jo Freeman (introduit par Berckman) page 4

-Notes de lectures : "Sous les plis du drapeau noir" de Maurice Joyeux (éditions du monde libertaire) par kuhing page 13

-Mouvement social au delà des temps forts par qierrot page15

-Parti socialiste le combat des chefs par kuhing page 17

-Avant-garde et minorité agissante par Berckman page 17

-La Planète ,rien à foutre ? par Harfang page 20

-Le sentiment d'impuissance par Léo page 23



Lettre de Amadeu Casellas depuis l'hôpital pénitentiaire de Terrassa, 27 août 2008



Tout d'abord, je vais me présenter pour ceux qui ne me connaissent pas. Je m'appelle Amadeu Casellas Ramon et je suis incarcéré depuis plus de vingt ans. Je suis en grève de la faim depuis le 22 juin 2008. Il y aura des gens qui sont d'accord avec ce que je fais et d'autres non ; tous ont mon respect car les libertés individuelles sont basées là-dessus.

Les raisons qui m'ont mené à entamer cette grève de la faim (que je pousserai jusqu'à ses ultimes conséquences) sont : dénoncer et protester contre la situation dans laquelle nous nous trouvons, mes compagnons et moi, dans les prisons catalanes et dans les prisons de toute l'état. Parce que derrière ces murs, des abus et des tortures en tous genres sont commis par les institutions pénitentiaires avec le consentement et la complicité des juges de vigilance et avec la cécité, le cynisme et l'hypocrisie auxquelles les politiciens et la justice nous ont habitués.

La majorité de ceux qui se trouvent derrière ces murs ne demandent pas de traitement de faveur ni de privilège de la part des institutions pénitentiaires, des juges, des politiciens - contrairement aux Julián Muñoz, Javier de la Rosa, aux Alberto, Mariano Rubio, à ceux de l'affaire Filesa, Mariano Conde, Barrionuevo, Conde, Rafael Vera, Puigneró... et un grand etcetera. Parce que nous savons tous qu'eux peuvent acheter leur liberté avec leur argent et leurs influences.

Ma protestation est pour ceux qui, comme moi, sont pauvres, les ouvriers ou les gens qui viennent simplement de lieux marginalisés. Ni nous, ni nos familles ne pouvons pas acheter cette liberté et nous devons l'obtenir en luttant avec le peu de moyens dont nous disposons. Dans mon cas, comme dans celui de tant d'autres compagnons, j'ai déjà purgé la peine maximale d'enfermement définie par le code pénal en vigueur (20 ans, ou 30 ans selon le code antérieur).

Mais on me refuse la liberté parce que je ne me soumet pas au système pénal et pénitentiaire pourri et corrompu, comme c'est démontré jour après jour avec la constitution et les lois catalanes et espagnoles dont les politiciens parlent tant et que les juges n'appliquent pas. Pourquoi est-ce qu'ils ne me concèdent pas la limitation de la peine ? La réponse est très simple : parce que je suis né pauvre, comme tant d'autres compagnons. Et nous ne devons pas oublier que dans la démocratie, on ne peut jouir de liberté qu'à condition de ne pas l'utiliser.

Je ne sais pas comment cette grève se terminera. Je garde l'espoir qu'ils me donneront ce qui me revient selon la loi et le droit et qu'enfin, je serai libre. J'espère que cette grève servira à donner un peu de lumière et d'espoir à mes compagnons car beaucoup d'entre eux n'ont pas la même force et tombent sur le chemin et dans l'oubli.

Je veux profiter de ce communiqué pour remercier publiquement pour le soutien que je reçois de ma mère (que j'aime beaucoup), de la CNT de Manresa et de partout, de mes grands amis ... et de tant d'autres que je ne cite pas car la liste serait sans fin. A tous, merci pour votre soutien. Je veux aussi remercier tous ceux qui m'écrivent et me soutiennent car sans votre soutien, j'aurais certainement manqué de force. Merci à tous.

Je veux aussi remercier spécialement mon avocate et son compagnon, parce que, malgré toutes les difficultés par lesquelles vous passez, vous ne m'avez pas laissé tomber une seule minute.

Merci à tous ! La grève de la faim continuera et la lutte sera longue. Mais, ensemble avec vous tous, avec votre soutien, nous gagnerons et je serais libre.

Une accolade fraternelle et libertaire. La liberté ou la mort.

¡Salud y anarquía !

PS : Aujourd'hui c'est nous qui sommes dedans, mais demain ce sera peut-être vous ?
Amadeu Casellas Ramon L'hôpital pénitentiaire de Terrassa, 27 août 2008

Cet appel a été publié sur le forum anarchiste le 4 septembre 08.

Le camarade Casellas a cessé sa grève de la faim après 72 jours, son combat auquel nous nous associons continue.



Jugez moi sur les actes

par Roro



Un texte personnel que j'écris, principalement en réaction à une "insulte" bien particulière, celle de "petit bourgeois". Il est probable qu'après ça, pas mal d'entre vous me voient différemment, mais bon, j'en ai un peu rien à foutre...

Je reviendrai pas où j'ai grandi, ça vous le savez déjà.

Je suis né dans ce que beaucoup s'accordent à appeler, et je ne m'en cache pas, bien qu'il m'arrive d'en avoir honte parfois (pas de tentative d'attendrissement de ma part, c'est un fait), dans un milieu bourgeois, mon père est psychiatre. Je sens que certain(e)s vont déjà s'arrêter de lire... Et pourtant, je le revendique, je suis anarchiste.

J'entends déjà des protestations arrivées "Comment ce petit bourgeois peut-il se revendiquer anar ?". Par de la pure logique, et un sens aigüe de la justice (je ne parle pas de celle qu'on apprend dans le code pénal...). Avant d'aller plus loin, deux questions à vous poser : Avez-vous choisi de vivre en France ? avez-vous choisi d'avoir les parents que vous avez, et donc le milieu dans lequel ils sont ? A moins que vous ne soyez particulièrement de mauvaise foi, je pense que la réponse aux deux questions est irrévocablement non.

Seulement, quelque soit le milieu économique et social dans lequel on évolue, on s'interroge sur le monde qui nous entoure. Au départ, je regardai pas mal de documentaire animalier, puis, en regardant tout bêtement les JT, je me disais que, quand même, comment l'humanité peut-elle se prétendre supérieure aux autres animaux quand nombre de ses actes (guerre, exploitation de l'homme par l'homme, etc) sont à 100 lieues de ressembler à ceux des animaux ? Puis, en regardant d'autres documentaires, sociaux ceux-là, que ce soit sur le chômage, la précarité

ou autres, j'ai compris que nombre de ces choses étaient liées à l'existence d'un seul et même système avilissant : le capitalisme. Puis, un jour, en faisant des recherches sur l'anarchisme, j'ai eut ma révélation. Toutes les idées que j'avais au fond de moi, sans même jamais parvenir à les développer dans mon esprit, était écrite, là, juste sous mes yeux. De là, j'ai donc commencé à me documenter plus avant sur notre cause commune : l'anarchie. Puis est venu le temps de commencer à militer.

Autre chose que je me demandais, quelle réflexion portez-vous, ceux/celles qui utilisent la fameuse expression "petit bourgeois", aux enseignant(e)s, ou encore aux agents de l'ANPE ? Après tout, ce sont des prolétaires, ils sont exploités par l'état. Cependant, ils participent largement au contrôle social, qui bénéficie, non seulement à l'état, mais aussi au capitalisme. Est-ce que ce sont d'ignobles "petits bourgeois" ?

Est-ce qu'un "petit bourgeois" comme moi (et à mon avis, je suis loin d'être un cas isolé...), qui participe à un bon nombre de manifés, qui milite, etc est un homme à abattre ?

Sortez donc un peu de vos dogmes dans lesquels vous vous enfermez. A moins que vous ne pensiez que, comme votre père est cheminot et votre mère femme de ménage (ce sont des exemples, je n'ai rien contre ces professions), vous valez mieux que moi ou qu'un(e) autre militant(e).

Ce qui compte à mon sens, est bien où l'on s'engage, dans quelle voie, ce que l'on souhaite, pour soi-même et pour les autres. Quand je vois un ouvrier crever à 57 ans à cause de son travail alors que son patron ne crèvera lui qu'à 87 ans, j'ai envie de gerber, non pas à cause de leur différence d'âge, mais parce que je sait qu'entre les deux, l'un est exploité et l'autre pas.

Le rêve du grand soir et d'une société enfin libérée et égalitaire n'est pas l'exclusivité des prolétaires. Et, à moins de s'appeler Lagardère et autre Martin Bouygues, bien peu de gens ont intérêt à ce que le capitalisme, et son tendre complice, l'état, ne perdure plus longtemps

Roro le 4 sept.-08



A cours des débats sur la question de l'organisation, sur ce forum, il a souvent été fait référence à l'organisation de type informelle et/ ou affinitaire, comme étant plus "libre" et moins sujette à la formation d'une hiérarchie ou d'inégalité structurelles entre les individus associés. Je me permet de poster des extraits d'un texte écrit par Jo Freeman, militante féministe dans les années 70, qui il me semble met le doigt sur le caractère en réalité diamétralement opposé de ce type d'association "sans structure" formelles. La réflexion est à mon sens, pour une grande partie, valable pour le mouvement libertaire, avec quelques précision, (par exemple en plus de "groupes d'amis" pour désigner les élites, on peut dire réseaux relationnels, affinitaires), et quelques divergences quant aux choix de vocabulaires qui ont été fait, très marqués par la culture anglosaxonne ...

Berckman le 30 Aout 2008

LA TYRANNIE DE L'ABSENCE DE STRUCTURE par JO FREEMAN



Jo Freemann

Tout au long des années de formation du Mouvement de Libération des Femmes, on a beaucoup plébiscité les dénommés "groupes sans leadership ni structure", comme étant la principale, sinon l'unique forme d'organisation du mouvement. L'origine de cette idée se trouve dans la réaction naturelle à la société sur-structurée dans laquelle nous sommes plongé-e-s, à l'inévitable contrôle sur nos vies qu'elle confère à certain-e-s, et à l'élitisme constant de la gauche et de groupes similaires parmi celles/ceux qui sont supposé-e-s combattre cette sur-structuration.

Pourtant, l'idée d'absence de structure est passée du stade de saine contre-tendance à celui d'idée allant de soi. Les notions qu'elle implique sont aussi faiblement analysées que le terme est fortement utilisé, devenant une part intrinsèque et indiscutable de l'idéologie du Mouvement de Libération. A l'étape de gestation du mouvement, cette question avait peu d'importance : une fois définis ses objectifs et sa méthode principale, comme la prise de conscience, le groupe de conscientisation "sans structure" s'avérait être un excellent moyen pour atteindre le dit objectif. Le caractère détendu et informel qui le régissait était propice à la participation aux discussions, et le climat de soutien mutuel qui se créait en général permettait une meilleure perception de ce qui était personnel. Si les résultats n'étaient pas plus concrets que cette perception du personnel, cela n'avait pas une grande importance, puisqu'en réalité il n'y avait pas d'autre objectif que celui-ci.

Les problèmes ne commencèrent à surgir que lorsque les petits groupes de conscientisation épuisèrent les vertus de la conscientisation et décidèrent qu'ils voulaient faire quelque chose de plus concret. Face à cette décision, les groupes, en général, s'enlisèrent, parce que la plupart d'entre eux ne voulaient pas changer leur structure pendant que se modifiaient leurs tâches. Les femmes avaient pleinement accepté l'idée de "l'absence de structures", sans s'apercevoir des limites qu'enfermait son prolongement. On essaya d'utiliser le groupe "sans structure" et les discussions informelles pour des questions inadéquates, en se basant sur la croyance aveugle que toutes les autres formes d'organisation, quelles qu'elles soient, étaient oppressantes.

Si le mouvement prétend s'étendre au-delà de ces étapes élémentaires de développement, il devra abandonner quelques-uns de ses préjugés sur l'organisation et la structure. Il n'y a rien de pernicieux en soi dans ces deux notions ; toutes les deux peuvent être, et sont fréquemment, mal employées, mais les rejeter dans leur ensemble parce que leur emploi n'est pas correct, revient à nier les instruments d'un développement ultérieur. Il est ainsi nécessaire de comprendre pourquoi "l'absence de structures" ne marche pas.

Structures formelles et informelles

A l'inverse de ce que nous voulons croire, il n'existe pas de groupe sans structure, ni rien de similaire. Tout groupe de personnes qui, pour certaines raisons, s'unit pendant un temps déterminé et avec un objectif quelconque, se donnera inévitablement une forme ou une autre de structure : celle-ci pourra être flexible et pourra varier avec le temps, peut-être servira-t-elle à distribuer les tâches de manière équitable ou injuste, ou à distribuer le pouvoir et l'influence entre les divers-e-s membres du groupe, en tout cas elle s'adaptera aux personnalités, facultés ou intérêts des personnes du groupe. Le simple fait d'être des individus munis de talents, de prédispositions et d'origines diverses rend ce fait inévitable. Seulement si nous refusions de nous fréquenter, ou d'interagir sur telles ou telles bases, nous pourrions nous rapprocher d'un groupe sans structure, et cela n'est pas exactement la nature d'un groupe humain.

Ce qui précède veut dire qu'aspirer à créer un groupe sans structure est aussi inutile et trompeur que prétendre qu'il existe des informations "objectives", que les sciences sociales sont "dégagées des valeurs", ou qu'il existe une économie "libre". Un groupe "laisser-faire" est aussi réaliste qu'une société "laisser-faire" : la notion de groupe sans structure se transforme en un rideau de fumée qui favorise les fort-e-s ou ceux qui peuvent établir leur hégémonie indiscutable sur les autres. Cette forme d'hégémonie peut s'établir très facilement, parce que la notion "d'absence de structure" n'empêche pas la formation de structures informelles : elle n'empêche que celle des structures formelles. De même, la philosophie du "laisser-faire", en économie, n'a pas empêché les puissants d'établir un contrôle sur les salaires, les prix et la distribution des biens ; elle a juste empêché que ce soit le gouvernement qui le fasse. Ainsi, l'absence de structure féministe est en général défendue par celles qui détiennent davantage de pouvoir (qu'elles en soient ou non conscientes).

Dans la mesure où la structure du groupe est informelle, les normes selon lesquelles on prend les décisions ne sont connues que de peu de personnes, et la conscience du fait qu'il existe une relation de pouvoir se limite à celles qui connaissent ces normes. Celles qui ne les connaissent pas, ou qui n'ont pas été sélectionnées pour l'initiation, resteront dans la confusion, ou souffriront de l'impression paranoïaque qu'il se passe des choses dont elles n'ont pas pleinement conscience.

Afin que toute personne aie l'opportunité de s'investir dans un groupe ou d'en anticiper les activités, la structure de celui-ci devra être explicite, et non implicite. Les normes de prise de décisions doivent être ouvertes et connues de toutes, ce qui n'arrivera que si elles sont formalisées ; cela ne signifie pas que la formalisation de la structure d'un groupe détruit nécessairement sa structure informelle, en général ce n'est pas ce qui se passe, par contre cela empêche que la structure informelle détienne un contrôle prédominant, et en même temps cela offre de meilleurs moyens pour se préserver de gens qui seraient investis sans répondre aux nécessités générales du groupe.

"L'absence de structure" est organisationnellement impossible. On ne peut décider de former un groupe avec ou sans structure ; à partir de maintenant le terme "absence de structure" sera employé en référence à ces groupes qui n'ont pas été structurés consciemment sous telle ou telle forme ; à l'inverse nous ferons référence aux "groupes structurés" en parlant de ceux qui l'ont fait consciemment. Un groupe structuré a toujours une structure informelle ou cachée. C'est cette structure informelle, tout particulièrement dans les groupes non structurés, qui crée les bases du développement des élites.

La nature de l'élitisme (...)

Le terme "élitaire" fait référence à un petit groupe de gens qui domine un autre groupe plus grand, dont il fait partie, sans normalement avoir une responsabilité directe sur ce plus grand groupe, et qui agit fréquemment sans son consentement ou sa connaissance. Une personne devient élitiste quand elle fait partie ou défend la domination de ce petit groupe, indépendamment du fait qu'elle soit ou non connue des autres. La notoriété n'est pas un

équivalent de l'élitisme. Les élites les plus insidieuses sont habituellement composées de gens que le grand public ne connaît pas. Les élites intelligentes sont, en général, assez sagaces pour ne pas se faire connaître ; elles savent que si on les connaît on les observe, et qu'alors le masque qui cache leur pouvoir cesse d'être préservé.

Le fait que les élites soient informelles ne veut pas dire qu'elles sont invisibles. Dans la réunion d'un groupe quelconque, n'importe qui peut, en ayant l'oeil avisé et l'oreille attentive, se rendre compte de qui influe sur qui. Les membres d'un groupe qui ont de bonnes relations entre eux se fréquenteront plus fréquemment que d'autres. Illes s'écoutent plus attentivement et s'interrompent moins ; illes répètent les points de vue ou les opinions des autres et, en cas de conflit, illes cèdent plus amicalement ; de même illes tendent à ignorer voire à lutter d'arrache-pied contre les "exclu-e-s" ("out"), dont l'assentiment n'est pas nécessaire pour prendre une décision, et pourtant les "exclu-e-s" ("out") doivent maintenir de bonnes relations avec les "inclu-e-s" ("in"). Evidemment les lignes de démarcation ne sont pas aussi clairement tracées que ce que j'affirme ici : dans l'interaction naissent des nuances. (...)

Les élites ne sont pas des groupes de conspiration : il est rare qu'un petit groupe se réunisse et essaye délibérément de s'accaparer un plus grand groupe à ses fins. Les élites ne sont rien de plus et rien de moins que des groupes d'ami-e-s qui, accidentellement, participent à la même activité politique, bien que, d'un autre côté, illes auraient probablement une activité politique indépendamment du maintien ou non de leur amitié. La coïncidence de ces deux faits est ce qui génère une élite dans un groupe déterminé, et aussi ce qui rend si difficile son anéantissement.

Ces groupes d'ami-e-s fonctionnent comme des réseaux de communication en marge de tous les canaux que le groupe a pu établir avec eux, et s'il n'existe pas de canaux, ils fonctionnent comme le seul réseau de communication : parce que ces gens sont ami-e-s, parce qu'en général illes partagent les mêmes valeurs et conceptions politiques, parce qu'illes se parlent dans des circonstances de la vie quotidienne, parce qu'illes se consultent quand illes doivent prendre des petites décisions pour leur vie, les gens qui participent à ces réseaux ont plus de pouvoir que ceux qui ne participent pas. Il est rare qu'un groupe n'établisse aucun réseau informel de communication entre les ami-e-s qui se lient en son sein.

Certains groupes, selon leur taille, peuvent avoir plus d'un réseau de communication informelle, en outre ces derniers peuvent s'entremêler. Quand il existe juste un réseau de ce type, il se transforme en l'élite du groupe "sans structure", indépendamment de la volonté ou non de ses membres d'être élitistes. Si, d'un autre côté, il est le seul réseau existant dans un groupe structuré, il peut ou ne peut pas correspondre à son élite, selon la composition et la nature du groupe formel. S'il existe deux réseaux d'ami-e-s ou plus, ils se font parfois concurrence pour gagner le pouvoir dans le groupe, créant ainsi des divisions ; il peut aussi arriver que l'une des fractions abandonne délibérément la compétition, en laissant une autre être l'élite du groupe. Dans un groupe structuré, en général, deux réseaux d'ami-e-s ou plus coexistent et se font concurrence pour gagner le pouvoir formel. On pourrait considérer que c'est la situation la plus saine, puisque les membres restant-e-s peuvent jouer les arbitres entre les deux groupes en compétition pour le pouvoir, et, de cette façon, poser des exigences déterminées à ceux avec qui illes s'allient temporairement.

Le caractère inévitablement élitaire et exclusif des réseaux de communication informelle entre ami-e-s n'est pas une particularité du mouvement féministe, ni un phénomène nouveau pour les femmes. Ce type de relations informelles a servi des siècles durant à exclure la participation des femmes des groupes intégrés dont elles faisaient partie. Dans toute profession ou organisation, ces réseaux ont créé une mentalité de "groupe fermé", à l'image des liens de "camarades de classe", et ont empêché les femmes (quelques-unes) (ainsi que certains hommes isolés) d'accéder de façon égalitaire aux sources de pouvoir ou à la reconnaissance sociale. Une bonne partie des efforts du mouvement féministe, dans le passé, s'est dirigée vers la formalisation des structures de décision et des processus de sélection, avec l'objectif de faciliter l'attaque directe contre les mécanismes d'exclusion des femmes, mais tout cela n'a pas eu lieu au sein même du mouvement féministe, parce qu'on partait inconsciemment du principe qu'il n'y avait que des femmes (en théorie, égales, d'une même classe).

Comme nous le savons bien, ces efforts n'ont pas empêché la persistance de la discrimination contre les femmes, bien qu'au moins celle-ci soit devenue plus difficile.

Etant donné que les groupes du mouvement n'ont pas pris de décisions concrètes quant à qui doit exercer le pou

voir en leur sein, les critères suivis diffèrent d'un bout à l'autre du pays. Dans la première étape du mouvement, par exemple, le mariage était requis, en général, pour pouvoir participer à l'élite informelle. C'est-à-dire qu'en accord avec les enseignements traditionnels, les mariées restaient fondamentalement entre elles, considérant que les célibataires en tant qu'amies intimes sont un danger excessif. Dans plusieurs villes ce critère fut nuancé en incluant dans l'élite uniquement les épouses d'hommes de la nouvelle gauche. Cette norme-là prend en compte quelque chose de plus que la simple tradition, en effet les hommes de la nouvelle gauche, en général, avaient accès à des ressources dont le mouvement avait besoin et qu'il ne pouvait obtenir que par leur biais. Le mouvement a changé avec le temps, et le mariage a cessé d'être un critère universel pour une réelle participation ; d'autres normes ont été adoptées pour n'ouvrir la porte de l'élite qu'aux femmes qui avaient des caractéristiques matérielles et personnelles déterminées. En général, celles-ci sont : être originaire des classes moyennes (malgré toute la rhétorique existante sur les relations avec la classe prolétaire), être mariée ou pas mais vivre avec quelqu'un-e, être ou se prétendre lesbienne, avoir entre 20 et 30 ans, avoir étudié à l'université ou avoir au moins un certain niveau d'éducation, être "marginale" mais pas trop, avoir une posture politique ou être reconnue comme "baba-cool", avoir une personnalité d'une certaine manière "féminine" avec des caractéristiques telles que "être agréable", s'habiller de manière appropriée etc. Il existe également des caractéristiques déterminées qui presque inévitablement définiront une personne "marginale" avec qui il ne faut pas tisser de liens, par exemple : être trop âgée, travailler 8 heures par jour, ou, encore plus, avoir un intense dévouement "professionnel", ne pas être agréable et être explicitement célibataire (c'est-à-dire n'avoir d'activité ni hétéro ni homosexuelle).

Nous pourrions ajouter d'autres critères de sélection mais ils seraient tous en rapport, d'une manière ou d'une autre, avec ceux énumérés ci-dessus : les pré-requis typiques pour faire partie des élites informelles du mouvement, et, ainsi, exercer une certaine forme de pouvoir, sont en rapport avec la classe sociale, la personnalité et le temps libre. Ils n'incluent pas la compétence, la consécration au féminisme, le talent ou la contribution potentielle au mouvement : ceux-là sont les critères employés pour établir une amitié, ceux-ci sont ceux que chaque mouvement ou organisation doit adopter s'il veut avoir une certaine efficacité politique.

Les normes de participation peuvent varier d'un groupe à l'autre, mais les voies d'intégration à l'élite informelle - si l'on répond aux critères établis - sont souvent très semblables. La seule différence de fond réside dans le fait d'être dans le groupe depuis le début, ou de s'intégrer une fois le groupe formé. Si l'on devient membre du groupe dès le début il est important qu'un grand nombre d'amis-e-s l'intègre au même moment. Si, à l'inverse, on ne connaît bien aucun des membres, il faut alors se lier d'amitié avec un groupe de "gens bien", et fixer les normes basiques d'interaction pour créer quelque structure informelle. Une fois créées les normes informelles, celles-ci se maintiennent, aidées pour cela du recrutement de nouvelles personnes qui "s'ajustent". On intègre une élite d'une manière similaire à celle dont on s'engage dans une "confrérie". Si quelqu'une est considérée comme "prometteuse", elle est "entraînée" par les membres de la structure informelle et, selon les cas, initiée ou laissée de côté. Si la confrérie n'a pas assez de conscience politique pour débiter consciemment le processus, celui-ci peut se dérouler de la même manière que l'adhésion à n'importe quel club privé. En premier lieu une protectrice est nécessaire, c'est-à-dire qu'il faut trouver une membre de l'élite qui jouit de respect en son sein et cultiver activement son amitié. Il est très probable qu'à l'avenir elle t'introduise dans le groupe d'initiées.

Toutes ces procédures prennent du temps, à tel point que si l'on travaille 8 heures ou si l'on a quelque obligation similaire, il est en général impossible d'arriver à faire partie de l'élite. Simplement parce qu'on n'a pas le temps d'assister à toutes les réunions et de cultiver les relations personnelles nécessaires pour être entendu-e dans la prise de décisions. Voilà pourquoi les structures formelles pour les prises de décisions sont une aubaine pour les personnes chargées de travail. Le fait de pouvoir compter sur des procédés fixes de prise de décision garantit, jusqu'à un certain point, la participation de tout un chacun.

Bien que cette dissection du processus de formation d'une élite dans les petits groupes ait été exposée dans une perspective critique, elle ne part pas du principe que les structures informelles sont inévitablement mauvaises ; simplement, elles sont inévitables. Tous les groupes créent des structures informelles comme conséquence des normes d'interaction entre les membres du groupe ; ces structures informelles peuvent être très utiles. Mais seuls les groupes "sans structure" sont totalement régis par elles. Quand les élites informelles se conjuguent avec le mythe de l'absence de structure, il est impensable de mettre des bâtons dans les rouages du pouvoir ; celui-ci devient arbitraire.

Ce qui a été constaté jusqu'ici comporte deux conséquences potentiellement négatives dont nous devons être

conscient-e-s. La première est que la structure informelle gardera une grande similitude avec une confrérie tant qu'on écouterait quelqu'un-e parce qu'elle nous plaît bien et non parce qu'elle dit des choses significatives. Dans la mesure où le mouvement ne développe pas une activité extérieure, ce qui précède n'a pas une grande importance, mais son évolution ne doit pas s'arrêter à cette étape préliminaire, il devra nécessairement modifier cette tendance. La seconde conséquence négative se trouve dans le fait que les structures informelles n'obligent pas les personnes qui l'intègrent à répondre face au groupe en général. Le pouvoir qu'elles exercent ne leur a pas été confié, et donc ne peut pas leur être arraché. Leur influence ne se base pas sur ce qu'elles font pour le groupe, et donc elles ne peuvent être directement influencées par celui-ci. Il ne faut pas nécessairement déduire de ce qui précède que les structures informelles donnent lieu à un comportement irresponsable face au groupe, puisque les personnes qui souhaitent maintenir leur influence sur le groupe essaieront en général de répondre à ses attentes, mais le fait est que le groupe ne peut pas exiger cette responsabilité, il dépend des intérêts de l'élite.

Le système des stars

La notion "d'absence de structure" a créé le système des "stars". Nous vivons dans une société qui attend des groupes politiques qu'ils prennent des décisions et désignent des personnes déterminées pour les exposer au public en général. La presse, à l'instar du public, ne sait pas écouter sérieusement les femmes en tant que femmes, elle veut savoir ce que pense le groupe. A partir de là, il existe trois techniques pour connaître l'opinion de vastes secteurs : le vote et le référendum, le sondage, et l'allocution de porte-paroles dans les meetings. Le Mouvement de Libération de la Femme n'a utilisé aucune de ces techniques pour communiquer avec le public. Ni le mouvement dans son ensemble ni la majorité des groupes qui le composent n'ont concrétisé une façon de connaître ou de faire connaître leur position sur différents thèmes. Pourtant le public est conditionné à ce qu'il existe des porte-paroles.

S'il est clair que le mouvement n'a pas explicitement désigné de porte-parole, il a tout de même poussé plusieurs femmes qui ont attiré l'attention du public pour différentes raisons. Normalement ces femmes ne représentent ni un groupe déterminé ni l'état d'une opinion ; elles le savent et le disent en général, mais étant donné qu'il n'existe pas de porte-parole du mouvement, elles se retrouvent, indépendamment de leur volonté et indépendamment de leur acceptation ou non par le mouvement, à assumer le rôle de porte-paroles. Ceci est l'une des causes principales du ressentiment qu'on éprouve très fréquemment envers ces femmes, que l'on désigne comme "les stars". Etant donné que les femmes du mouvement ne les ont pas désignées pour exposer leur point de vue, celles-ci se sentent offensées quand la presse présume qu'elles le font. Dans la mesure où le mouvement ne désigne pas ses propres porte-paroles, ces femmes se voient entraînées par la presse et le public à assumer ce rôle, indépendamment de leur propre désir.

Les conséquences négatives de ce qui précède sont variées, aussi bien pour le mouvement que pour les femmes appelées "stars". Premièrement, parce que le mouvement, en ne les ayant pas désignées comme porte-paroles, n'est pas apte à révoquer leur mandat ; la presse qui les a installées dans ce rôle est la seule qui peut choisir de leur prêter attention ou pas. Celle-ci continuera à chercher des "stars" pour qu'elles jouent le rôle de porte-paroles, dans la mesure où il n'existe pas d'alternatives officielles auxquelles recourir quand on est à la recherche de déclarations représentatives du mouvement. Ainsi, le mouvement manquera de contrôle sur ses porte-paroles, en continuant à croire qu'il ne doit pas en avoir.

Deuxièmement, les femmes qui se retrouvent dans cette situation sont fréquemment l'objet de critiques virulentes de la part de leurs soeurs, attitude positive dans l'absolu pour le mouvement mais aussi douloureusement destructrice pour les femmes affectées. Ces critiques conduisent uniquement à ce que ces femmes abandonnent le mouvement - souvent profondément offensées - ou à ce qu'elles cessent de se sentir responsables face à leurs "soeurs" ; peut-être maintiennent-elles une forme de loyauté diffuse envers le mouvement, mais elles cessent d'être affectées par les pressions des autres femmes du mouvement. On ne peut se sentir responsable envers des gens qui sont la cause d'une telle souffrance sans avoir quelque chose de masochiste, et en général, ces femmes sont trop fortes pour se soumettre à ces pressions personnelles. Ainsi, la réaction au système des "stars" encourage de fait le même type d'irresponsabilité individualiste que le mouvement condamne. Le mouvement, en punissant une femme pour son comportement de "star", perd chacune des formes de contrôle qu'elle aurait pu exercer sur elle, qui se sent alors libre de commettre tous les péchés individualistes dont on l'a accusée.

L'impuissance politique

Les groupes sans structure peuvent être très efficaces pour aider les femmes à parler de leurs propres vies, mais ne sont pas aussi efficaces dans la poursuite d'une activité politique, ils se fatiguent quand les gens qui les composent "ne font rien d'autre que parler". Etant aussi dépourvu de structure que les groupes de conscientisation qui le composent, le Mouvement n'est pas plus efficace face à des tâches concrètes que les mêmes groupes isolés. La structure informelle qui le caractérise permet rarement une cohésion suffisante, et est trop profondément enracinée dans ses membres, pour lui permettre d'atteindre une véritable incidence sociale. Ainsi, le mouvement génère beaucoup d'activité, et peu de résultats. Malheureusement, les conséquences de ce problème ne sont pas aussi anodines que ces résultats, le mouvement devenant sa propre victime.

Certains groupes, quand ils ne sont pas très grands, et quand ils travaillent à petite échelle, centrent leur activité sur des projets locaux. Cependant cette option restreint l'activité du mouvement à un niveau local, et le coupe d'une incidence régionale ou nationale. Ainsi ces groupes, qui ont l'objectif d'avoir un fonctionnement efficace, en restent finalement au stade du groupe informel d'amies, ce qui exclut beaucoup d'autres femmes : dans la mesure où la seule façon accessible de participer au mouvement passe par les petits groupes, les femmes qui n'ont pas l'esprit grégaire se trouvent notablement désavantagées. Et dans la mesure où la principale façon de mener une activité organisée se limite aux groupes d'amies, l'élitisme reste finalement institutionnalisé.

Dans les groupes qui ne trouvent pas de projet local auquel se dédier, la seule raison d'exister se réduit à rester unies. Quand un groupe n'a pas d'activités concrètes (et la conscientisation en est bien une), les femmes qui l'intègrent dépensent leur énergie dans le contrôle du reste du groupe, ce qui n'est pas tant la conséquence d'un désir pernicieux de contrôler les autres (bien que ce le soit parfois), mais le produit de l'incapacité à mieux canaliser ses facultés. Les personnes qui disposent de temps et qui doivent justifier pourquoi elles se regroupent dédient leurs efforts au contrôle de leur environnement, et passent leur temps à critiquer des personnalités des autres membres du groupe : les luttes internes et les jeux de pouvoir s'imposent. Mais quand un groupe mène à bien quelque forme d'activité, les gens apprennent à s'entendre avec les autres et à éluder les antipathies personnelles en faveur d'un objectif plus grand. La nécessité de remodeler les personnes pour qu'elles atteignent l'image qu'on en a d'elles, trouve ses propres limites.

La crise des groupes de conscientisation laisse les gens sans but, et le manque de structure les laisse sans point de référence. Dans cette situation, les femmes du mouvement se replient sur elles-mêmes et leurs soeurs, ou cherchent d'autres alternatives pour agir, bien qu'elles soient peu accessibles. Certaines femmes "s'occupent de leurs affaires", ce qui peut délivrer une explosion de créativité individuelle, dont le mouvement bénéficiera en grande partie, bien que cette alternative ne marche pas pour la majorité, et ne soit évidemment pas propice à un esprit d'effort collectif. D'autres abandonnent le mouvement car elles ne veulent pas développer un projet individuel, et ne trouvent pas non plus la manière d'intégrer ou d'initier un projet collectif qui les intéresse.

Beaucoup d'autres se dirigent vers des organisations politiques qui leur offrent le type de structure et d'activité extérieure qu'elles n'ont pas trouvé dans le Mouvement de Libération. Ces organisations politiques trouvent là une source de recrutement de nouvelles affiliées, et n'ont pas besoin d'infiltrer le mouvement (bien que cette option ne reste pas exclue), puisque le désir d'une activité politique cohérente générée chez les femmes par leur participation au mouvement suffit à leur donner la volonté d'entrer dans une autre organisation quand le mouvement n'offre pas de piste à leur énergie et à leurs projets.

Les femmes qui adhèrent à d'autres organisations politiques tout en restant dans le Mouvement de Libération des Femmes, ou celles qui intègrent le mouvement alors qu'elles militent dans d'autres organisations politiques, deviennent à leur tour de nouvelles structures informelles. Ces cercles d'amies se fondent davantage sur leur activité politique commune non féministe mais elles se comportent de manière très similaire à celles qui sont évoquées plus haut. Partageant les mêmes valeurs, idées et conceptions politiques, elles deviennent ainsi des élites informelles, sans structure claire ou formalisée, sans responsabilité devant le groupe, agissant de droit propre, que ce soit ou non son intention.

Dans les groupes du mouvement, les nouvelles élites informelles sont fréquemment considérées comme une menace par les anciennes, et cette impression est tout-à-fait fondée.

Ces nouvelles élites, politiquement ligotées, se contentent rarement de n'être que des confréries comme de fait l'étaient les anciennes, et veulent propager leurs idées politiques et féministes, attitude par ailleurs absolument normale, bien que ses implications n'aient pas été pleinement analysées par le mouvement féministe. Les ancien

nes élites sont rarement disposées à exposer ouvertement leurs différences, car cela reviendrait à dévoiler la structure informelle du groupe. Beaucoup de ces élites se sont cachées derrière le drapeau de “l’anti-élitisme” et de l’absence de structure. Dans l’optique de contrer efficacement la compétence d’une nouvelle structure informelle, il leur faudrait proposer publiquement des alternatives qui pourraient être porteuses de conséquences risquées. Des seules manières pour elles de maintenir leur pouvoir, la plus facile est de rationaliser l’exclusion de l’autre structure informelle en les accusant de “rouges”, de réformistes, de “lesbiennes” ; l’autre est de structurer le groupe de manière à ce que la structure de pouvoir initiale puisse rester institutionnalisée. Mais cela n’est pas toujours possible. Car c’est si les anciennes élites informelles ont une cohésion suffisante, et si elles ont déjà dans une large mesure accaparé le pouvoir. Si la cohésion de la structure informelle a montré qu’elle fonctionnait, on ne la modifie pas en substance, bien qu’alors l’institutionnalisation de la structure de pouvoir soit propice à sa remise en cause. Par contre, les groupes qui ont le plus besoin d’une structure sont souvent les plus incapables de la créer. Leurs structures informelles ne sont pas adaptées, mais leur adhésion à l’idéologie de “l’absence de structure” les rend réfractaires à tout changement de technique. Moins un groupe est structuré, plus il se cramponne à l’idéologie de “l’absence de structure”, et plus il peut être facilement récupéré par un groupe de camarades politiques.

Etant donné que le mouvement dans son ensemble est aussi peu structuré que la majorité des groupes qui le composent, il est susceptible autant qu’eux d’être directement influencé, bien qu’alors le phénomène se manifeste de façon différente. Il arrive fréquemment que ce soient les organisations féministes structurées qui fournissent les directives de dimension nationale aux activités féministes, directives qui sont déterminées par les priorités qui régissent ces organisations. Ainsi, les groupes comme NOE et VEAL, et quelques collectifs de femmes de gauche, sont les seules organisations capables de mettre sur pied une campagne nationale. Les innombrables groupes non structurés du Mouvement de Libération peuvent choisir de soutenir ou non ces campagnes nationales, mais ne sont pas aptes à mettre sur pied les leurs, continuant ainsi à laisser leurs membres grossir les troupes des organisations structurées ; les groupes qui se disent “non structurés”, n’ont aucun moyen de bénéficier des vastes ressources du mouvement pour défendre leurs priorités, et ne peuvent même pas compter sur une méthode pour décider de ces priorités.

Moins un mouvement est structuré, moins il a de contrôle sur son processus d’expansion et sur les actions politiques dans lesquelles il s’engage, ce qui ne veut pas dire que ses idées ne se diffusent pas. S’il existe un certain intérêt de la part des médias, et si les conditions sont réunies, les idées du mouvement pourraient avoir une plus vaste diffusion. Cela n’implique pas forcément qu’elles soient mises en pratique, mais qu’au moins elles soient objets de discussion. Dans la mesure où l’idéal féministe peut être porté par la pratique, on peut bien sûr agir, mais si sa réalisation exige une force politique coordonnée, nous devons nous organiser différemment.

L’organisation en structures informelles a ses limites : elle est politiquement inefficace, ainsi qu’excluyente et discriminatoire pour les femmes qui ne sont pas ou ne peuvent pas se lier à des cercles d’amies. Celles qui ne peuvent s’intégrer aux organisations existantes à cause de leur classe, de leur race, de leur métier, de leur éducation, de leur état civil, de leur maternité, de leur personnalité, etc., se sentent inévitablement découragées de s’investir ; celles qui au contraire s’intègrent développent un intérêt caché pour le maintien des choses telles qu’elles sont.

Les intérêts cachés des groupes informels transparaîtront un jour à travers les structures informelles existantes, et le mouvement n’aura aucun moyen de déterminer les personnes qui doivent exercer le pouvoir en son sein. Si le mouvement continue à éluder délibérément la responsabilité de désigner les personnes qui exercent le pouvoir, il continuera à être dépourvu de moyens pour l’abolir ; de fait son attitude se réduit à abdiquer le droit d’exiger que ces personnes qui de fait l’exercent en soient responsables. Ainsi, si le mouvement s’engage à diluer le pouvoir au maximum parce qu’il sait qu’il ne peut exiger aucune responsabilité des personnes qui l’exercent, il empêchera qu’un groupe ou qu’une personne le domine totalement, mais il garantira en même temps son inefficacité politique maximale. Il faut trouver une solution intermédiaire entre les structures de domination et l’inefficacité.

Ces problèmes sont en train de se figer, dans un Mouvement qui change de nature. La conscientisation comme fonction principale du Mouvement de Libération des Femmes commence à être absolue. La libération des femmes est devenue un thème quotidien grâce à l’intense propagande des médias ces deux dernières années et aussi aux nombreux livres et articles qui circulent actuellement. Ces thèmes sont discutés, et des groupes de discussion naissent sans que leurs membres n’aient aucune connexion explicite avec le mouvement.

Le mouvement doit établir ses priorités, structurer ses objectifs, et continuer ses campagnes de manière coordonnée, et pour ce faire, il doit s'organiser à échelle locale, régionale et nationale. Principes pour une structuration démocratique

Une fois que le mouvement aura cessé de s'accrocher à l'idéologie de "l'absence de structure", il aura la possibilité de développer les formes d'organisation qui seront davantage en accord avec son fonctionnement. Ce qui ne veut pas dire que nous devons rejoindre l'extrême inverse, et imiter aveuglément les formes traditionnelles d'organisation, mais nous ne devons pas non plus toutes les rejeter avec le même aveuglement, certaines des techniques traditionnelles seront utiles bien qu'imparfaites, d'autres nous donneront une idée de ce que nous devons ou ne devons pas faire pour atteindre des objectifs déterminés avec un coût minimum pour les personnes qui composent le mouvement. Par-dessus tout, nous devons essayer différentes formes de structuration et développer différentes techniques à utiliser dans différentes situations. Le système de tirage au sort est l'une des idées qui sont nées dans le mouvement ; il n'est pas applicable à toutes les situations, bien qu'il soit utile dans quelques-unes. Il faudrait plus d'idées pour développer une structure, mais avant de commencer toute expérimentation intelligente, nous devons accepter l'idée qu'il n'y a rien de pernicieux qui soit inhérent à la structure elle-même, il n'y a de pernicieux que sa présence excessive. Pendant que nous débutons ce processus d'essai-erreur, nous pouvons garder en tête certains principes qui sont fondamentaux pour toute structuration qui aspire à être à la fois démocratique et politiquement efficace.

Ces principes sont : 1. La délégation, par des méthodes démocratiques, de formes spécifiques d'autorité, à des personnes concrètes et pour des tâches délimitées. Permettre que certaines personnes assument des travaux ou des tâches par défaut ne veut pas dire que celles-ci ne seront pas réalisées sérieusement. Si une personne est sélectionnée pour accomplir une tâche, de préférence après qu'elle ait exprimé son intérêt et sa volonté de la mener à bien, elle prend un engagement qui ne peut être facilement ignoré.

2. Exiger des personnes à qui une autorité a été déléguée qu'elles soient responsables devant celles qui l'ont élue. De cette manière le groupe garde un contrôle sur les personnes qui se trouvent en position d'autorité. Des individus isolés exercent un pouvoir mais c'est le groupe qui a le dernier mot sur la façon dont ils doivent l'exercer.

3. La distribution de l'autorité au plus grand nombre de personnes raisonnablement possible, ce qui empêche que ne se crée un monopole du pouvoir, et exige des personnes qui se trouvent à des postes d'autorité qu'elles en consultent beaucoup d'autres dans leur exercice de cette autorité. Cela permet également à beaucoup de gens d'acquérir une responsabilité sur des tâches spécifiques, et ainsi, de se développer en différentes facettes.

4. Rotation des postes entre différentes personnes. Désigner une personne à un poste parce qu'elle suscite la sympathie quand elle s'y trouve, ou gêner son travail parce qu'elle n'en suscite pas, ne profite à long terme ni au groupe ni à la personne en question. La capacité, l'intérêt et la responsabilité doivent être les critères qui comptent dans une telle sélection. En ce sens, il faut favoriser des opportunités pour que les gens acquièrent de nouvelles capacités, mais la meilleure façon d'y arriver passe par un "programme d'apprentissage", et non par la méthode qui consiste à "se jeter à l'eau pour apprendre à nager". Assumer une responsabilité que l'on ne maîtrise pas est démoralisant, et à l'inverse, se trouver dans une liste noire pour agir correctement n'est pas très encourageant pour développer ses facultés. Tout au long de l'Histoire, on a empêché les femmes d'agir de manière compétente, et il n'est pas nécessaire que le mouvement reproduise le même processus.

5. Diffusion de l'information à tout le monde, le plus fréquemment possible. L'information est pouvoir. L'accès à l'information augmente le pouvoir individuel. (...) Plus on en sait sur le fonctionnement de quelque chose et plus on a d'information sur ce qui se passe, plus l'efficacité politique des membres du groupe est grande.

6. Accès égalitaire à toutes les ressources dont le groupe a besoin, ce qui n'est pas toujours faisable. Bien qu'un membre qui entretient un monopole sur une ressource nécessaire (un labo-photo, une photocopieuse à laquelle elle a accès par le biais de son mari...) doive se proposer, elle peut conditionner l'accès à cette ressource de manière excessive. Les connaissances des différentes membres peuvent être équitablement accessibles si ces dernières sont disposées à les apprendre aux autres, à échanger du matériel, etc.

Si ces principes sont appliqués, il est garanti que, quelles que soient les structures développées par les différents groupes du mouvement, celles-ci restent contrôlées et répondent face au groupe. L'ensemble des personnes qui se trouvent à des postes d'autorité sera vaste, flexible, ouvert et temporaire. Elles ne pourront pas institutionnali

ser leur pouvoir parce que les décisions seront prises par l'ensemble du groupe en dernière instance. Celui-ci aura la possibilité de décider des personnes qui exercent l'autorité en son sein.

Jo Freeman



NOTES de LECTURE : "SOUS LES PLIS DU DRAPEAU NOIR" de Maurice Joyeux (éditions du monde libertaire)

par Kuhing



Maurice Joyeux

J'ai mis à profit un peu de temps libre pour finir le tome 2 du livre de Maurice Joyeux « sous les plis du drapeau noir » Maurice Joyeux longtemps associé à l'histoire de la fédération anarchiste est un personnage souvent décrit et ces critiques m'ont poussé à connaître mieux son parcours et sa pensée à travers un de ses livres. Cet enfant né en 1910 vient du peuple et même des couches les plus basses de la classe ouvrière. Très tôt le jeune Maurice s'affronte avec les patrons qui l'exploitent et sa réflexion l'amène très vite à s'engager dans la lutte de sa classe. C'est la manifestation parisienne de protestation contre l'exécution de Sacco et Vanzetti qui le décide à contacter le mouvement libertaire. Son engagement l'amènera au refus de partir à la guerre et il passera pour cela de longues années dans la prison de Montluc pour insoumission d'où il ne sortira qu'en 1945. La première chose qu'il fait alors est de contacter les quelques compagnons anarchistes de Lyon puis après un saut à Tours pour rendre visite à sa mère, il monte très vite à Paris où la Fédération Anarchiste se reconstitue doucement et parvient à sortir le numéro 1 de son journal « Le Libertaire » Joyeux réussit à trouver un petit boulot et se rend au local que la fédération anarchiste a ouvert au 145 quai de Valmy. La boutique est minuscule et misérable mais il y a déjà beaucoup de passage : on vient y chercher dernier numéro du « Libertaire » ou un livre qu'on a pu préserver ; échanger des avis sur la situation nouvelle. Les anciens ont réussi à assurer la continuité du mouvement et de la pensée libertaire et, la guerre impérialiste et le stalinisme hégémonique dans la classe ouvrière n'ont donc pas

réussi à éteindre complètement la flamme de l'anarchisme. « Le libertaire » titre alors « la liberté n'est pas dans les urnes » et Joyeux fait vite sa place dans parmi ceux qui comme Bouyé réaniment la fédération. Bien sur il y a des ténors et des personnalités fortes mais les jeunes redonnent du sang neuf, l'ambiance est fraternelle et toutes les bonnes volontés sont les bienvenues. La bonne volonté et l'énergie du petit bonhomme qu'est Joyeux sont indéniables. Il tire de sa conviction envers les principes de l'anarchisme qu'il conçoit comme étant la continuité de la première internationale. Son rejet du capitalisme et du stalinisme sont sans conditions. A partir de ce moment, Joyeux va devenir très vite la cheville ouvrière de la fédération anarchiste associant la propagande politique à une activité syndicale il prend des responsabilités sur les deux tableaux. Tout au long de son livre il décrit avec le talent d'un écrivain les difficultés et les succès de « sa » fédération anarchiste avec laquelle il s'identifie presque complètement. Les succès de la FA résident essentiellement dans l'audience de la propagande libertaire qui dépasse largement la frange des militants et des sympathisants proches. Ce sont aussi des intellectuels et des artistes comme André Breton, Albert Camus, Georges Brassens ou Léo Ferré pour ne citer que les plus connus qui s'associent au courant libertaire, participent aux meetings et galas de soutiens, écrivent même pour certains dans « le libertaire » Mais les difficultés de la Fédération anarchistes ne sont pas gommées, et Joyeux le fait sans aucune complaisance. Elles se manifestent essentiellement par les luttes de clans dont Joyeux, animateur principal du groupe Louise Michel du 18ème arrondissement de Paris, devient d'ailleurs vite un chef de file. C'est là que réside une des critiques de lui que j'ai souvent entendue : Joyeux était une personnalité forte voire autoritaire ce qui pour un anarchiste peut paraître mal venu. Cet aspect de sa personnalité transparait d'ailleurs assez clairement au fil de ses chapitres. On peut se demander cependant si dans le contexte de l'époque il eut été possible d'en être autrement pour résister à toutes les pressions extérieures et internes qui s'exerçaient sur un mouvement anarchiste organisé si fragile. Alors lutte d'ego ou bataille d'orientation que celle qui l'opposa dans le combat sans merci contre Georges Fontenis initiateur fractionniste d'un communisme libertaire dès le début des années 1950 ? Difficile de trancher. Une chose me paraît cependant certaine : Maurice Joyeux était un homme de conviction qui ne faisait pas de concessions sur les principes auxquels il croyait. Joyeux était également un érudit parfaitement autodidacte passionné de littérature et, lui-même rédacteur de talent. Son livre relate, à travers sa propre histoire, l'évolution de la Fédération Anarchiste de 1945 jusqu'au évènement de 1968 et du congrès de Car-rare où fut créé l'Internationale des Fédérations Anarchistes. C'est un document sans égal et passionnant que l'on peut ranger sans se tromper aujourd'hui parmi les grands classiques.

Kuhing le 15 septembre 2008



MOUVEMENT SOCIAL : AU DELA DES TEMPS FORTS

par qierrot



Catégories par catégories, “temps forts” en pointillés et un mouvement social qui peine à être à la hauteur des enjeux et des attaques que nous subissons de la part du gouvernement/patronnat, c'est le résumé que l'on peut faire de la période. Celà va devenir de plus en plus difficile de mobiliser, quand beaucoup commencent à penser que çà ne sert à rien, que la méthode n'est pas la bonne, et qu'aller à la grève ne paie pas, dans tous les sens du terme... Les directions syndicales s'ancrent dans des opérations qui tiennent plus de la mise en scène que de la volonté d'en découdre, et la CGT s'affirme de plus en plus comme “partenaire social”, allant jusqu'à proposer le dialogue social et l'apaisement avant la lutte, comme celà s'est passé pour les cheminots, ceci confortant un tournant pris par ce syndicat. En positif, peut-être pour l'avenir, c'est à nouveau l'existence des AG réunissant syndiqué de divers syndicats et non syndiqués pour décider ensemble et à la base, et le renforcement du syndicalisme alternatif comme les SUD/Solidaires et la CNT, par exemple. Mais ceci ne permet pas, aujourd'hui, de contourner les bureaucraties syndicales, et ce syndicalisme de lutte et de transformation sociale n'est pas encore en capacité de porter ou d'impulser seul le mouvement social d'ampleur et la réponse que mérite les attaques successives des gouvernements, de droite comme de gauche, qui se sont succédés, et celui-ci qui met les bouchées doubles.

Que se profile t-il, à l'heure ou nous écrivons, pour cette rentrée sinon que les bureaucraties syndicales sont parties pour rejouer un petit scénario du même ordre, où les journées d'actions s'annoncent secteurs par secteurs. Ça bouge toujours et encore du côté du soutien aux sans papiers et dans des entreprises qui les emploient, ça va bouger du côté, tout d'abord, des enseignants, puis de La Poste et du côté hospitalier. D'autre part, des collectifs se sont construits dans différents domaines : collectif national contre les franchises, pour l'accès aux soins partout et pour tous et pour une sécurité sociale solidaire, convergence nationale des collectifs de défense et de promotion des services publics, coordination nationale des comités de défense des hopitaux et maternités de proximité. Ces collectifs appelleront à des mobilisations en septembre et octobre. Deux initiatives ont aussi vu le jour ses derniers temps et semblent converger vers la date du 10 novembre. Ces deux initiatives lancent un appel à la grève générale interprofessionnelle avec une volonté de reconduction : appel du CNR (Conseil National de la Résistance), et la “lettre ouverte aux états majors”. ces initiatives portent en elles mêmes des intentions convergentes, mais sont-elles en mesure d'impulser ce front social véritable qu'il reste à construire. Car, d'une part, la convergence entre secteurs de lutte n'est pas encore ni acquise ni gagnée, et l'angle d'attaque de la “lettre aux états majors”, comme son nom l'indique, n'est pas forcément le bon, parce que pas forcément productif... Et la date du 10 novembre paraît éloignée et pas forcément bien choisie... pour partir sur une grève générale reconductible.

Peut-être que la balle est encore, aujourd'hui, dans le camps des directions syndicales, en l'absence d'un syndicalisme de lutte et de transformation sociale suffisamment représentatifs, mais elle est aussi et surtout à la base, car c'est ici qu'il faut prendre sa lutte en mains et s'auto-organiser. Il faut absolument que les sections syndicales combattives de la CGT, FSU, FO... prennent position et rejoignent les espaces interprofessionnels et unitaires qui se créent, à l'image des AG qui ont eu lieu dans quelques villes, autour de l'appel à la grève générale interprofessionnelle porté par des syndiqués de différents syndicats. C'est ce type de réseau local qu'il faut chercher à développer, et se doter d'outils comme des bulletins intersyndicaux, par exemple. Ce type d'auto-organisation et de réseau local, il est évidemment important d'en développer le concept au niveau régional et national, et il serait aus

si important de se pencher sur les liens à créer au niveau européen et international... Au delà du “monde syndical”, du renforcement aussi du syndicalisme alternatif et des syndicats de lutte et de transformation sociale, il reste encore des espaces à construire avec la population plus généralement, espaces de rencontres, d'échanges, d'élaboration et de combat. Car, en plus de la nécessaire convergence des luttes, se posent les questions de contenus et de sens, et la nécessaire appropriation du “politique” : résistance ou offensive (et les deux), aménagement ou transformation/révolution sociale, vers quel monde, puisque l'on voit souvent “pour un autre monde”, c'est quoi les grandes lignes, si l'on ne veut pas que cela reste une phrase creuse ? Ces espaces ne peuvent être compris comme des partis politiques (comme le sont les comités pour le NPA, par exemple) et doivent se construire de manière unifiantes et en toute autonomie et indépendance.

Cela fait peut-être beaucoup de “y a qu'à...”, mais il y a, en l'état, beaucoup de choses à réinventer, à inventer et imaginer..., et si l'on arrive à faire quelques pas...ensemble...on aura au moins l'impression d'avancer un peu...

qierrot le 31 aout 2008



PARTI SOCIALISTE : LE COMBAT DES CHEFS



Un mot sur l'université d'été du parti socialiste où la lutte des chefs et de leurs clans se poursuit.

Tirillés entre un Bayrou qui leur fait des appels du pied et Besancenot avec qui une alliance électorale ne serait pas si mal venue, on assiste au spectacle désolant de cette politique politicienne qui de plus en plus devient insupportable pour ceux qui subissent véritablement ce système capitaliste en bout de course. Et les discours populistes d'un Bertrand Delanoé ne font guère illusion. Le parti socialiste est un institution de notables et de bureaucrates qui profitent de la misère des gens pour se construire une carrière. Et tous les coups sont permis pour être en haut de l'affiche. Accepterons nous encore longtemps de se faire "représenter" par de tels individus ? La réponse pour moi est limpide : seule l'auto-organisation des populations en dehors de cette hiérarchie politicienne et financière nous permettra d'en finir durablement avec le vieux monde et de construire une société nouvelle.

kuhing 1sept 2008



AVANT-GARDE et MINORITE AGISSANTE

par Berckman



Il existe en général dans la théorie marxiste deux conceptions de l'avant-garde : _ chez les marxistes de tendances conseilliste, l'avant-garde est constituée par la partie du prolétariat la plus consciente d'elle-même, donc de ses intérêts de classes, et par là la plus active : elle ne se confond pas avec un parti formel (au sens que nous donnons à ce mot aujourd'hui), mais à un ensemble de prolétaires (non nécessairement organisé formellement ou au sein de la même organisation) qui "prennent partie" (selon l'acception du mot "parti" au XIX^{ème} qui ne désignait pas nécessairement une organisation formelle mais un positionnement idéologique). Cette conception est minoritaire chez les courants se réclamant du marxisme (car la plupart sont socio-démocrates ou léninistes)

_ Chez les marxistes de tendances léninistes ou socio-démocrates, l'avant-garde est constituée par le parti révolutionnaire, qui du fait de son usage de la méthode "scientifique" (sic) dégagent les "intérêts historiques" du prolétariat, selon la méthode dialectique matérialiste. C'est donc le parti qui est le dépositaire de la conscience de classe (pour soi), amené au prolétariat de l'extérieur (par les intellectuels marxistes), car la position de la plupart des prolétaires en système capitaliste ne leur permet pas de libérer du temps suffisant pour l'analyse théorique et stratégique (position de Kautsky et de Lénine). Dans cette conception donc, le parti révolutionnaire est l'avant-garde (éclairée par les soins de la méthode "scientifique" (sic) marxiste) du prolétariat, et ses dirigeants (du fait de l'usage de la méthode scientifique du marxisme), dépositaire de la conscience de classe "pour soi" -le prolétariat n'ayant que la conscience de classe "en soi"- ceux qui expriment les intérêts historiques du prolétariat... Dans cette acception le parti est ici une organisation formelle hiérarchique, reposant sur les principes du "centralisme démocratique", telle qu'on la connaît aujourd'hui (dans les organisations léninistes, maoïstes, trotskystes, socialistes-démocrates)...

Le second point de vue débouche logiquement sur une vision substitutiste dans laquelle c'est le parti -parce qu'il est le dépositaire de la conscience de classe- qui agit pour et au nom du prolétariat. Le premier point de vue, même s'il semble à priori moins directement substitutiste, pose également problème, puisqu'il suppose l'existence "d'intérêts historiques du prolétariat" extérieure aux prolétaires concrets, réellement existants, ce qui renvoie en quelque sorte à l'idée d'une "mission historique du prolétariat" que seuls certains prolétaires seraient amenés à exprimer : soit spontanément (pour les conseillistes les plus spontanéistes), soit par la maîtrise des méthodes "scientifiques" (sic) du marxisme. On retrouve ainsi ici aussi une facette idéaliste du marxisme, qui conçoit la classe ouvrière comme un concept et non comme l'ensemble des prolétaires bréels et concrets à un moment historique donné. Dans cette acception, peut importe finalement l'action et l'intérêt de ces prolétaires telles qu'ils l'entendent, leurs aspirations, puisque la conscience de leurs intérêts supposés "réels" "de classe" leur est extérieure, leur vient non de leur pratique quotidienne leur expérience vécue, mais de la théorie "scientifique". C'est donc l'analyse "scien

tifique” intellectuelle qui détermine à un moment donnée quels prolétaires se trouvent à l'avant-garde. Le principal problème c'est que donc dans les deux cas c'est la classe intellectuelle qui est dépositaire de la conscience en soit du prolétariat, du simple fait que celle-ci émerge d'une analyse “scientifique” dont la plupart des exégètes sur le plan théorique sont des intellectuels : Autre aspect critique de la conception “conseilliste” de l'avant-garde, elle ne peut être composée que d'ouvriers puisque elle correspond à l'idée que la classe ouvrière est la classe révolutionnaires : les autres travailleurs et travailleuses (paysan-ne-s, employé-e-s) sont de facto écarté-e-s de cette “avant-garde” en acte, puisqu'ils ne font pas partie de la “classe révolutionnaire” (en soi)

_ Les minorités agissantes : elle sont composé des travailleurs et des travailleuses qui agissent dans les luttes, immédiates, réformistes, révolutionnaires . Tous les travailleurs et les travailleuses n'agissent pas (la situation de classe ne produisant pas mécaniquement l'entrée dans la lutte), ou du moins pas tout le temps. Toutes et tous ne partagent pas les mêmes manières d'agir, la même représentation de leurs intérêts, la même conception de la manière d'en finir avec leur situation d'exploité-e-s. Certaines et certains pensent qu'une révolution est nécessaire, d'autre que le système politique et sociale capitaliste et étatique est aménageable dans le sens de leur intérêts, par la voie réformiste. Les minorités agissantes ne se situent pas en dehors et/ou au dessus des travailleuses et des travailleurs, ce sont celles et ceux des travailleuses et des travailleurs qui prennent des initiatives, non pas au nom des classes travailleuses ou d'une “mission” historique, mais pour elles mêmes, défendre leurs propres intérêts... Parmi ces minorités agissantes, les anarchistes (ou tout du moins les anarchistes-communistes) sont une force de propositions et d'actions qui se rejoignent sur la base de principes, de perspectives et de méthodes anti-autoritaires et révolutionnaires : ils et elles n'aspirent pas à diriger les mouvements de luttes ou la société, mais à défendre des idées et des stratégies concernant l'organisation sociale, ainsi que le changement social, ses méthodes et ses buts. Cela ne signifie ni attendre d'être majoritaire pour agir, ni agir au nom des autres ou en nom et place d'une classe sociale (non comme concept, mais comme réalité sociale), ni refuser les discussions stratégiques : comment faire pour que les actions entreprises ne s'annulent pas les unes les autres mais au contraire s'enrichissent et se renforce les unes les autres, quelles actions tendent à élargir et développer les luttes ou au contraire à les étouffer, etc... Le fait de ne pas attendre d'être majoritaire pour agir (agir est une nécessité immédiate) n'est pas contradictoire avec la nécessité d'articuler ces actions avec une autre nécessité : celle de diffuser plus largement certaines idées et méthodes, car une révolution sociale n'est possible que si certaines aspirations, idées, méthodes et pratiques cessent précisément d'être minoritaires. Bref agir ici et maintenant n'empêche pas au moment de choisir les moyens d'actions de réfléchir sur une base très simple : ce type d'action contribue t'il à élargir l'opposition au capitalisme, à l'état et à la domination en général, crée t'il des ponts, ou au contraire des murs, des limites, de l'isolement ?.... Cette préoccupation est la base de l'anarchisme social...

Berckman Août 2008





LA PLANETE , RIEN A FOUTRE ?

un texte d'Harfang

Ca y est après des décennies de j'en foutisme, les gouvernants et industriels, relayé par leurs hérauts et féaux médiatiques ont enfin découvert que l'exploitation massive de la planète, la spirale consumériste, les besoins énergétiques croissants pouvaient avoir des conséquences. Non, j'exagère, ils ne l'ont pas découvert, ils l'ont subit avec le dérèglement climatique, les ouragans à répétitions, et toutes cette sorte de chose. J'exagère aussi en parlant de spirale consumériste, parce que s'il y a bien une chose qu'on ne peut pas accuser c'est le credo de la croissance, le cercle vertueux et triomphant du libre-échange, du consommer plus et des ces corollaires, les déchets et les besoins énergétique. Non, on peut remettre en cause beaucoup de chose mais pas cela, surtout pas à l'heure où cette idéologie triomphante à pris le pouvoir sur toute la planète* , surtout pas quand elle la pierre angulaire de l'enrichissement de nos amis magnats. Au XIX, les anarchistes criaient à l'alliance de l'industrie, des dirigeants politiques et de l'Eglise : l'argent, la matraque et la grand-messe. Soyons rassuré les choses n'ont pas évolués, à cela prêt que ce sont les médias qui se charge de distraire, culpabiliser et informer dans la bonne direction. Bref, revenons à l'environnement, c'est donc la nouvelle croisade qui nous concerne « tous » aux mêmes

niveaux, qui implique des « solutions globales », des « changements comportementaux », des « innovations technologiques. » C'est vrai la planète va à vau l'eau et on devrait tous se sentir concerné. He bien non. Personnellement, je m'en fout, ou plutôt devrais-je dire, je ne m'en sens pas coupable (quoi que plus qu'un paysan Bolivien tout de même). Cette nouvelle croisade m'écœure par bien des aspects : • Tous d'abord elle véhicule le mensonge que nous serions tous responsable au même niveau. C'est un mensonge éhonté, ce sont les pays riches qui consomment le plus, et parmi eux ce sont les riches qui consomment le plus, pourquoi, alors devrait-on tous être égaux, tous culpabilisé au même niveau ? Il y a une bonne raison à cela, la même raison que l'on a utilisé avec les serfs et les pauvres de tout temps en nos terres chrétiennes, la culpabilisation qui nous fait ployer les épaules devant le fata, lever le poing vers ceux que les médias nous vendent comme l'ennemi (aux choix, ce salaud de Sadam Hussein pro-al quaida, ces connards d'étudiants qui ne veulent pas qu'on privatise leurs facs, ces feignants de la SNCF qui, les bougres, refusent de voir voler en éclat leurs avantages sociaux, ces pourris de pays émergents qui s'équipent en voiture ou ces drogués de gauchistes régressistes qui osent penser qu'il existe d'autres système que l'ultra-libéralisme...) plutôt que vers les vrais ennemis, ceux qui amassent leurs fortunes en exploitant le travailleur et le consommateur réunis sous le terme de citoyen. Moi, je ne veux pas posséder et posséder encore, je ne veux pas de jetable, je me fous de 90% des nouvelles technologies, je ne m'intéresse pas au fait de posséder quatre boîtiers différents pour mon portable, ni d'avoir un distributeur à glaçon intégré à mon frigo, encore moins d'avoir un écran 72 centimètres ou ce genre de conneries. Bien sur, ça ne fait pas les affaires de l'économie, alors au lieu de moins produire, au lieu de moins vendre, au lieu d'arrêter d'inventer de nouvelles conneries, de nouveau « facilitateurs de vie », on va produire « écologique », on va produire « bio ». Bref, pour continuer à produire et vendre, pour même créer de nouveaux appels d'offres, de nouveaux labels on va éco-produire, éco-vendre, éco-recyclé... Et si vraiment on ne peut vraiment pas empêcher un produit d'exister sans pour autant pouvoir le bio-converter on va l'éco-taxer afin que le consommateur culpabilisé puisse payer les dépollutions afférentes (car, bien entendu, en toute fin, si pollution il y a on demandera donc à les communautés des citoyens de prendre en charge les frais et non à celui qui lui vend toutes ses inutiles et si indispensables objets, lui bien sûr, on ne lui dira rien... O credo de la consommation et de l'économie.) • La solution globale : Elle se rapproche de ce qu'on vient d'évoquer. En globalisant le problème on culpabilise la masse sans pointer les vrais coupables, à savoir ceux qui consomment le plus et ceux qui créent la demande. Il faut dire, que passer le stade un tant soit peu révolu du marché « d'équipement », de l'utile, on est bien obligé de passer aux dispensables. Ah, comment vivre sans vos céréales enrichi aux oligo-éléments, comment manger des biscuits qui, sacrilège ! ne seront pas emballés dans leur sachet individuel-fraîcheur. Comment ne pas posséder le dernier kit pour pouvoir téléphoner avec juste un embout visser dans l'oreille, et, entre nous, peut-on vraiment admettre de regarder un film qui ne serait pas sur le dernier support 78000 couleurs, « nuances qualités ultra cinéma »... Globaliser, culpabiliser, c'est un bon moyen pour éviter qu'on écoute les rares voix appelant à la décroissance, qu'on évite de retourner un poing vengeur vers ceux qui ont salopé, et salopent encore la planète. Et puis globaliser est aussi une alternative à l'action. Faisons des conférences, décidons ensemble ou ne faisons rien, parce que quel Etat prendrait aujourd'hui le risque de menacer un tant soit peu ses industries nationales en interdisant certains produits ou en les taxant à la production, qui pourrait même imaginer interdire la vente de produits jetables... Mais non, ça on ne peut pas, ce ne serait pas libéralement correct. Alors du coup on discute entre gros pontes industriels, relayés par les gouvernants politiques affiliés, histoire de faire des choix stratégiques, de tourner la page seulement quand on sera sûr de le faire tous ensemble. Jusque là il convient de maîtriser tous ceux qui voudraient effectivement jouer les franc-tireur et il existe une bonne arme pour ça, la norme issue de la sécurité « nécessaire au consommateur ». Pratique cette sécurité qui permet de flinguer tous ceux qui viendraient créer des produits nouveaux qui auraient peu de chance de survivre aux tests (Parce que je ne sais pas pour vous, mais ça change quoi qu'un ours en peluche soit plus ou moins inflammable ? Ha, oui suis-je bête ça permet de la fabriquer en fibre synthétique qu'un artisan X ou Y qui aurait envie de vivre de son travail ne pourra pas créer).

• Changements comportementaux : La meilleure blague peut être. Toujours dans un schéma culpabilisateur, il serait bon que les consommateurs (Les sommés d'être cons ?) trient leurs détritiques afin d'éviter de couler trop cher aux industries garantes de l'élimination des déchets. Bref, jeter « mieux » pour continuer à acheter et jeter. Et si on arrêtait d'acheter ? Et si on arrêtait de jeter ? Et si on réparait ? Et si les produits manufacturés étaient calibrés pour durer cinquante ans au lieu de cinq ? Non, bien sûr. Car trier et recycler c'est la garantie que l'on puisse continuer à jeter pour pouvoir continuer à acheter, la garantie que nos aimés industriels puissent continuer à fourguer leurs produits et graisser la patte à leurs amis politiques, tout en investissant absolument rien dans les changements de conceptions de leurs produits. Parce que dans nos pays industrialisés, il y a beau temps qu'on est passé d'achat d'équipement à des achats de remplacements. Cela en vient même à décrédibiliser complètement les militants écologistes qui vont soutenir ce genre d'initiative. Parallèlement, cette « prise de conscience collective »

permet de marginaliser et de taxer « d'extrémistes » tous ceux qui prendraient leurs destins en main pour lutter et combattre pour cette cause. Dire « nous prenons les choses en charge, nous avançons de manière collective » permet de jeter l'opprobre sur ceux qui décident de casser des laboratoires, tagger des centrales, bloquer des convois et tout ce genre de chose. Car, puisque « nous avançons », tous ceux qui se refusent à gober ce mensonge et agissent, peuvent donc, en toute bien-pensance être taxé de terroriste et de contre-productif. C'est clair, aller contre une vague déclaration de principe c'est être classé dans l'axe du mal, limite s'ils ne seraient pas al-quaïdien... Encore que, récemment j'ai entendu un apôtre du libéralisme les taxer de Jihaddistes verts.

- Technologie, mon amour; progrès, ma passion Tous comme ces cons de paysans boliviens produisent des légumes non calibrés, tous comme ces paysans incultes d'un autre temps qui produisent encore eux-mêmes un fromage qui, Ô malheur, n'a pas été conçu en salle blanche, les hommes et femmes qui souhaiteraient vivre autrement leur rapport au monde, dans une optique plus harmonieuse pour leur environnement naturel sont des gens dangereux car voulant échapper au système. Parce que si le système économique mondial veut bien intégrer le problème écologique, il est hors de question qu'il laisse échapper son emprise sur le monde. Pour cela deux armes : le label et le progrès technologique. Ce progrès technologiques à base d'éoliennes laides, de panneau photo-voltaïque à composant cancérigènes, de matériaux nouveaux bio-dégradable ont pour caractéristique principale d'être breveté et commercialisé par des entreprises privé, d'être élaboré par des labos non moins privé et d'être fabriqué dans des usines toujours privé. Joie. Ainsi on est certes écolo, mais surtout le système ne bouge surtout pas, et chacun des membres de la classe dirigeante pourra continuer à tirer ses bénéfices sur le dos du peuple et la hiérarchie sociale n'en sera pas bousculé. Ouf, ils l'échappent de peu. Souvenons nous de cette fabuleuse directive européenne qui interdisait la commercialisation ou la divulgation de compost naturel. Pensez donc ! quelque chose que chacun pourrait faire chez lui ! Comment peut-on imaginer que des espaces de la vie des gens échappent au système économique. Ce serait intolérable, ce Do It Yourself est dangereux, surtout brisons lui les reins à coups de label et d'agréments. Voir, imposons-le. Achetez les nouveaux kits sécurité voiture, achetez un extincteur, achetez vos quatre poubelles différentes pour le recyclage... Bref, continuons à nourrir l'ogre. Mais ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain, la technologie c'est bien : Créer des moteurs à explosion qui fonctionnent avec moins d'essence permettra de faire perdurer plus longtemps le marché de l'automobile et de retarder d'autant les alternatives, Créer des énergies « propres » c'est l'assurance qu'on pourra toujours en utiliser plus, créer des vêtements aux molécules anti-odeur permettra d'éviter de consommer trop de déodorants, créons des maisons « écologique » au concept breveté afin de rendre caduque tous celles et ceux qui voudraient construire eux-mêmes leurs baraques en se foutant bien des pseudo-normes (parce que bon la yourte mongole ou la baraque en bois, c'est bien joli mais c'est pas ce qui va relancer les industries du bâtiments, et nos gentils marchands de bétons on a beau leur en acheter beaucoup pour construire des prisons, il leur en faut plus.)... Le mythe prométhéen a encore de belles heures devant lui et la technique sauvera le monde... Il est vrai que depuis l'industrialisation du XIX tout le monde a bien remarqué que la planète se portait magnifiquement bien.

Je ne continuerais pas ad nauseum. L'idée est là, l'écologie telle que la pensent les castes dirigeantes ne peut s'inscrire que dans une perspective qui permette au système de perdurer. Au final, le fait que la planète se casse la gueule est tout de même un chouïa secondaire au fait que les bénéfices continuent à rentrer dans les caisses. On peut d'ailleurs se demander si, finalement il n'y avait pas là une crainte de se voir déborder sur les cotés par des hommes et femmes souhaitant vivre autrement, hors-système, qui s'est ajouté à l'ouverture de ce qui est devenu un nouveau marché, à savoir l'écologie (qu'on devrait peut être appelé écogologie, tellement ils prennent les gens pour des cons en voulant leur faire avaler toutes ces sornettes sur la responsabilité de masse, le recyclage, et l'innovation.). Alors oui, j'ai envie de dire : « Leur planète ? Rien à foutre » en réaction à leur « La planète c'est notre avenir. » Parce que votre planète ne saurait être la miennne tous comme vos logiques ne sauraient être les miennes. Personnellement, je n'ai pas besoin d'autres chose qu'un téléphone à cadran, un hamac, un toit, des pulls et poncho en hiver, de produits qui sont tous, sauf cuisinés d'avance (et sans emballage, bien évidemment.), et mes meubles merci, il y en a déjà temps dans les décharges. C'est con, c'est simpliste, c'est régressif. J'assume. Car voyez-vous si je passe vingt heures à me construire un meuble, j'en serais plus fier et plus heureux que si je l'avais acheté, tout comme mes enfants le seront aussi de voir que leur père est capable de faire et non d'acheter, de créer plutôt que de consommer. Je vous laisse, j'ai mes légumes à éplucher.

*Le discours policé des doctes défenseurs du libre-échange sous-entend que l'ouverture à l'économie de marché est intimement liée à la démocratie, et que celle-ci en apparaît la suite logique. Outre la grossière inanité historique de ce raisonnement, il n'est qu'à voir nos sympathiques amis chinois continuaient à répondre par balles aux demandes démocratiques, ou le fabuleux exemple démocratique qu'est Poutine et qui a bien prouvé ses élans

libéraux en allant casser du tchéchènes. En cela ses actes ne diffère guère de ceux de l'industrie militaro-industriel étatsunienne qui vient apporter la démocratie à coup de bombe aux afghans et aux irakiens...

Harfang Aout 2008



LE SENTIMENT D'IMPUISSANCE

par Léo



Il est omniprésent. L'impression de s'être libéré de l'intérieur, mais d'être qd même assujéti encore et tjs au système.

Obligé de bosser sous leurs conditions et de vendre sa force pour se faire un peu d'argent. Obligé de respecter leurs lois, pour pas finir au trou.

Obligé de, obligé de....ou finir sous un pont.

Malgré nous-même, on participe au système, car celui-ci ne laisse guère le choix. On aimerait tout faire péter, et pourtant ça ne pète pas. On prend conscience, on se dit que l'on va changer le monde, puis on rencontre l'incompréhension autour de nous, la servitude des gens, leur comportement pieu envers la République et ce qui va avec. On fait des tracts pour changer les mentalités, puis on voit qu'en 2mn une grosse production cinématographique ou les médias peuvent détruire bien plus d'esprits que vous n'en libererez pdt 20 ans.

On veut aider des gens malgré eux, et à la première occasion ils vous pourriront et s'enfermeront encore plus

dans leur prison qu'ils aiment tant.

D'un sentiment fraternel envers son prochain, tomber peu à peu dans un cynisme pour se protéger, dans l'aigreur, dans un nihilisme naissant de la désillusion, envie de voir tout se casser la gueule, tout le monde crever.

Se prendre tout l'tps la réalité en pleine gueule, voir que la révolution hier espérée ne sera jamais qu'un bout de rêve au fond de nos têtes.

Se défoncer la tête pour oublier, écrire sa rancoeur ou son dégoût sur un bout de papier pour exprimer un chagrin, une colère, une rage qui partira sous la plume mais reviendra encore et tjs. Ne pas savoir ce que l'on va faire de sa vie...

Et vous, ça vous arrive jamais?

Léo 3 septembre 2008



"Le pouvoir est maudit, c'est
pourquoi je suis anarchiste."
(Louise Michel)

